

La politique étrangère américaine
Légitimation de l'engagement militaire des États-Unis dans
la « guerre contre le terrorisme »

Présenté par
Sophie Dahdouh
(6993569)

Pour l'obtention du diplôme de maîtrise
POL 7979

Directrice du mémoire
Professeure Emily Regan Wills



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

École d'études politiques
Faculté des sciences sociales
1^{er} août 2017

Table des matières

Introduction	1
1. Le style national américain: la croyance en l'exceptionnalisme américain fondé sur les mythes de la « destinée-manifeste » et du « self-made-man » et l'importance de la religion aux États-Unis	5
2. Les positions politiques de Bush et sa vision des relations internationales	14
3. L'analyse des communications politiques émises par Bush le 20 septembre 2001 et le 17 mars 2003	21
4. Évaluation de l'engagement militaire des États-Unis et des stratégies discursives énoncées par le président auprès des électeurs américains	38
Conclusion	49
Bibliographie.....	52

Introduction

Dans ce travail, nous nous intéressons aux stratégies discursives conçues par le quarante-troisième président américain, George W. Bush, et son administration républicaine afin de créer, d'établir un consensus, une unanimité bipartisane qui sert à légitimer et à justifier un agenda militaire fortement axé sur une politique étrangère interventionniste renonçant aux stratégies d'endiguement et de dissuasion ayant prévalu lors de la guerre froide (1947-1991) au profit de la guerre préventive et de la transformation des régimes hostiles aux valeurs démocratiques et aux intérêts américains.

Beaucoup d'auteurs s'accordent pour dire que le terrorisme est un concept vague, difficile à définir, à saisir, à appréhender et, par conséquent, à contrer, à prendre les mesures nécessaires en vue d'éradiquer cette menace qui pèse sur la sécurité nationale du pays ayant subi l'offense terroriste et, plus largement, sur la sécurité internationale. Malgré tous les attributs de leur puissance qui dépassent ceux des autres nations, les États-Unis ont été attaqués par des acteurs non-étatiques qui cherchent à parer une opposition frontale et symétrique par le recours à des moyens simples, difficiles à intercepter qui ciblent des civils en vue de stimuler, de diffuser la peur et d'exercer une influence sur la politique américaine (Espright, 1997, p. 334 cité par Tarif, 2016).

Les attentats du 11 septembre 2001 avaient été vécus, selon Saurette (2006) qui s'intéresse aux facteurs émotionnels dans les relations internationales, non seulement en tant que contexte de vulnérabilité accrue mais aussi comme un contexte dans lequel l'hyperpuissance américaine avait été profondément humiliée, ce qui avait augmenté et

attisé le besoin pressant de réagir avec force aux humiliations perçues ou discernées à l'avenir.

Cela nous amène donc à poser les questions suivantes : comment l'administration républicaine de Bush, en réaction à ces attaques terroristes, a-t-elle légitimé ses interventions militaires à l'encontre du régime des talibans en Afghanistan, débutée le 7 octobre 2001, et du régime irakien de Saddam Hussein, déclarée le 20 mars 2003 ? Quelles sont les stratégies discursives employées par le chef d'État américain afin de convaincre les citoyens américains de la nécessité qui incombe aux États-Unis d'entreprendre des actions militaires contre ces régimes, malgré la réticence de la communauté internationale qui s'opposait ardemment à la guerre d'Irak, une guerre qui a provoqué, dans son sillage, la crise économique de 2008 ?

Nous soutenons que Bush, s'il opte pour des stratégies discursives qui visent à renforcer, à souder l'unité nationale, à unifier les citoyens américains, sans égard à leur origine ou à leur religion, en se référant à un vocabulaire ou à un langage qui, s'il s'inspire de la religion (et, plus spécifiquement, du courant évangéliste auquel le président se rattache) en portant l'empreinte d'une vision manichéenne du monde, renvoie à un Dieu abstrait valant pour toutes les confessions et attribuant une « base morale à la cité sécularisée » (Haarscher, 2002, p. 62). Cela nous laisse croire que ses convictions religieuses qui lui valent le soutien des adeptes du conservatisme social aux États-Unis n'ont point eu un impact sur ses décisions en matière de politique étrangère – ou du moins leurs effets sont limités et incertains. Il s'appuie, dans les faits, sur les vertus du libéralisme qui posent les

fondements du caractère exceptionnel des États-Unis en puisant dans les mythes populaires auxquels adhèrent les citoyens américains, à l'instar du mythe du « self-made-man » ou de la « destinée manifeste » afin d'attiser le nationalisme américain.

Selon nous, s'il privilégie un interventionnisme actif sur la scène internationale axé sur la promotion des valeurs traditionnelles américaines à l'extérieur des frontières au moyen de l'accroissement des dépenses militaires, il n'est point un néoconservateur, mais un « nationaliste agressif », un « jacksonien », selon la typologie historique de Walter Russel Mead, animé par un désir de vengeance qui l'incite à adopter une attitude défensive visant à éradiquer la menace terroriste susceptible de compromettre la sécurité nationale et l'hégémonie américaine et à déstabiliser les régimes qui les soutiennent financièrement en leur fournissant un abri. En répondant à ce désir de châtier, de punir les coupables de l'offense subie, ressenti par les citoyens américains, le président parvient à justifier ses décisions en matière de politique étrangère, défendues depuis longtemps par les néoconservateurs dans son administration.

Toutefois, si la guerre d'Afghanistan a bénéficié d'un consensus bipartisan, celle d'Irak brise cette unanimité politique en raison du fait que Bush s'est essentiellement servi d'un mensonge pour entreprendre des actions militaires contre le régime de Saddam Hussein. Malgré le fait que les différentes stratégies discursives employées par le président sont bien conçues, celles-ci n'ont donc pas eu, selon nous, une influence directe, immédiate, massive et prescriptive sur les électeurs américains qui sont loin d'être faibles, manipulables ou déraisonnables, mais des effets qui demeurent limités à cause de

l'importance des facteurs de long terme soutenus par l'école de Michigan sur le choix électoral.

En nous référant à divers auteurs tels que Ronald Hatto, Elizabeth Richet, Gilles Vandal, Louis Balthazar, Justin Vaïsse, Charles-Philippe David, Guy Haarscher, Jean-Frédéric Legaré-Tremblay, Mathilde Tarif, etc., nous allons diviser cet essai en quatre parties : la première section aborde le style national américain qui s'ancre dans la croyance en l'exceptionnalisme américain largement partagée par les citoyens américains ; la deuxième s'intéresse à l'analyse des positions politiques de Bush ; la troisième examine les stratégies discursives auxquelles recourt le président à la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001 en s'intéressant principalement aux allocutions du 20 septembre 2001 émise devant le Congrès des États-Unis rassemblé en séance plénière et du 17 mars 2003 adressée à la nation américaine, des discours conçus afin de légitimer les actions militaires successivement en Afghanistan et en Irak ; enfin, la quatrième partie entreprend une évaluation de l'engagement militaire des États-Unis qui pose des difficultés au système démocratique américain en sapant l'autorité morale de ce pays en raison des pratiques illégitimes et extrajudiciaires exécutées qui violent les droits humains, à l'instar du traitement des prisonniers de Guantanamo et d'Abou-Ghraïb. L'entreprise de la guerre d'Irak attise une « fièvre antiaméricaine » dans les pays arabo-musulmans qui crée et stimule un cercle vicieux de violences terroristes. Cette quatrième partie sera aussi dédiée à un examen des stratégies discursives employées par le chef d'État américain dont les effets, d'après nous, restent limités auprès de l'électorat américain.

Partie 1. Le style national américain : la croyance en l'exceptionnalisme américain fondé sur les mythes de la « destinée manifeste » et du « self-made-man » et l'importance de la religion aux États-Unis

Comme le stipulent Alex Macleod, Isabelle Masson et David Morin, l'identité nationale signifie les différentes croyances, attitudes et opinions à l'endroit de soi et de l' « Autre » qui comportent les valeurs, les normes, la culture et la perception des fonctions occupées par l'État dans la politique internationale et de sa position entre les autres États mises en commun par un grand nombre d'individus de l'entité en question (Macleod, Masson et Morin, 2004). Paul Kowert divise ce concept en deux aspects : l'identité interne qui dépeint la solidarité des membres d'un État-nation et surtout la manière dont une telle uniformité se rend visible dans l'attachement et la fidélité à celui-ci et l'identité externe qui constitue l'attribut distinct de l'État-nation, autrement dit ce qui le différencie des autres États-nations (*Ibid*). Comme le stipule l'auteur, ces deux éléments sont si liés qu'il est difficile d'instituer une différence claire entre eux : l'identité interne ne peut être définie sans tenir compte de ce que pensent les parties d'un État du milieu extérieur et les origines de l'identité externe proviennent des valeurs et des normes profondément enracinées dans la ou les sociétés qui forment l'État en question (*Ibid*).

En ce sens, le style national qui constitue les « prémisses », l'ensemble des croyances, des valeurs, des mythes aux fondements mêmes d'une nation, les manières de se discerner, de se créer une image particulière, de percevoir le monde et sa position sur la scène internationale a un impact, une influence sur les décisions des dirigeants politiques en matière de politique étrangère (Balthazar, 2008, p. 55). Malgré le fait qu'il est

susceptible d'évoluer en se traduisant de manière différente en fonction des circonstances et des conjonctures, il n'en reste pas moins inébranlable au fil des époques en « conditionn[ant] les attentes d'une nation ainsi que le rôle qu'un pays entend jouer parmi les autres nations » (Vandal, 2012, p. 74).

En ce qui a trait aux éléments constituant le style national américain qui nous intéresse ici et qui s'enracine dans la croyance en l'exceptionnalisme américain, Ronald Hatto explique que le siècle dernier se caractérise par l'émergence d'une croyance en la « destinée manifeste » (Hatto, 1987, p. 420) des États-Unis, ce pays élu ou choisi par Dieu pour accomplir ou réaliser une « mission civilisatrice » (*Ibid*) qui est alimentée par des attributs caractérisant l'« identité américaine » (*Ibid*) tels que l'espoir en l'avenir, l'efficacité ou la puissance d'action, le recours à la force comme ce fut le cas lors de l'expansion du territoire américain vers l'Ouest au grand détriment des autochtones et des Mexicains qui y étaient installés en vue de répandre la civilisation anglo-saxonne sur le continent.

Comme l'explique Isabelle Richet, la réussite de ce concept qui émerge dans les années 1840 découle « en partie de sa capacité à unir dans l'imaginaire collectif américain le mythe des origines providentielles de la nation et son avenir expansionniste » (Richet, 1999, p. 486). Il y a une défense de l'utilisation ou du recours à la force, autrement dit aux interventions militaires, comme un procédé ou un outil dans la gestion des conflits mettant en jeu les motifs ou les intérêts américains, toute forme de marchandage avec les

ennemis de la nation américaine étant perçue comme un « signe » de l'incertitude, de la crédulité, de l'hésitation et de la « faiblesse » des États-Unis.

Les Américains, tel que le soutient Gilles Vandal, souscrivent à la croyance selon laquelle le confinement géographique de leur pays, le rejet de l'aristocratie au profit d'une société « ouverte » (Vandal, 2012, p. 68) où les principes d'égalité et de liberté prédominaient permettaient l'instauration et la constitution d'un nouveau monde qui se distingue de l'ancien par sa « supériorité morale » (*Ibid*, p. 82). Cette croyance en l'exceptionnalisme américain, comme le stipule l'auteur, (sur laquelle se base le mythe de la « destinée manifeste ») fut « attribué[e] à l'origine du pays et à son évolution historique ainsi qu'au caractère distinct de ses institutions politiques et religieuses » (*Ibid*, p. 68) en étant ainsi fortement ancrée dans la culture américaine.

Les premiers puritains, venus s'installer dans le nouveau monde, fuyaient la répression religieuse en Grande-Bretagne où la liberté de religion comptait parmi les libertés outragées en étant imprégnés et imbibés par une foi démesurée et une « redécouverte de la pureté de l'idéal évangélique chrétien » (Balthazar, 2008, p. 58). L'intransigeance et l'intolérance religieuse qu'ils ont du endurer les amenèrent à se dresser fermement contre l'établissement d'un système hiérarchique religieux aux États-Unis hérité de l'ancien monde. Il n'en demeure pas moins qu'ils soutenaient une lecture stricte, rigide, littérale des Écritures saintes en omettant de placer ces textes sacrés dans un contexte historique précis et d'adopter une optique dynamique, « évolutive ». Ce sont ce qu'on appelle, de nos jours, des « fondamentalistes » (*Ibid*) qui s'estimaient guidés par Dieu et voués à une

mission divine, « spéciale », en étant profondément convaincus et décidés par-dessus tout à transformer le monde et à « changer l’histoire » (*Ibid*, p. 59).

Cette relation directe et personnelle entretenue avec la Divine Providence attisa et suscita leur autonomie individuelle en préparant ainsi la voie à la philosophie libérale. Comme le stipule Louis Balthazar, les premiers colons puritains, venus s’établir en Amérique du Nord, étaient déjà imprégnés par l’esprit du capitalisme, cet esprit d’entreprise et d’effort individuel visant à l’accumulation et à l’accroissement des richesses personnelles vues essentiellement par la morale protestante comme un « signe de la bénédiction divine » (Balthazar, 1987, p. 16). Ils ont posé le droit de propriété à la base même de leur société.

Cass Sunstein et Denis Lacorne avancent d’ailleurs cette idée selon laquelle le système de poids et de contrepoids, existant aux États-Unis, qui a été conçu par les Pères fondateurs conformément à la pensée de Montesquieu et qui consiste à opposer le pouvoir au pouvoir pour limiter les possibilités d’arbitraire, autrement dit « la multiplication des seuils et des échelons de décisions, l’entrecroisement et la rivalité des pouvoirs fédéraux et étatiques, la rotation rapide des élus, le bicamérisme et le chevauchement des mandats législatifs », vise à protéger ce droit (Lacorne, 1998, p. 875). Madison stipulait justement dans « The Federalist Papers » (n^o 10) que la première préoccupation du gouvernement consiste à protéger ou à préserver les « facultés » ou les aptitudes des individus qui sont à « l’origine des droits de propriété » (*Ibid*, p. 876).

En résumé, aux États-Unis, la menace n'est jamais perçue comme provenant du marché ou du capitalisme lui-même mais comme étant l'œuvre de l'étranger (les ennemis de la nation américaine) ou du gouvernement. De là, le mythe du « self-made-man », l'homme sans société et sans gouvernement ou le rêve de la chance égale pour tous. Ce n'est qu'en travaillant durement qu'on peut réussir à accroître, à augmenter nos chances de réussir dans la vie et, si on subit un échec, on ne va jamais blâmer la société mais nous-mêmes. Comme l'affirme Miguel Lemieux, « l'histoire de l'homme parti de rien et qui arrive à s'enrichir de façon considérable [...] fait partie intégrante de la psyché américaine » (Lemieux, 2010, p. 31). Cela explique d'ailleurs pourquoi l'État-providence joue un rôle extrêmement limité dans ce pays, les Américains étant plus enclins à favoriser l'ordre économique au détriment des solutions politiques aux problèmes sociaux et communautaires.

Cela dit, dès le départ, dans l'édification du système politique américain, les Pères fondateurs ont placé l'individu, cette entité autonome, comme fondement du politique, les institutions humaines comme l'État devant garantir les libertés individuelles et être au service de l'individu. Celui-ci est obligé d'assurer l'égalité formelle des citoyens et la liberté doit être définie collectivement instituant ainsi un registre d'autonomie aux États-Unis, un régime démocratique libéral qui placerait le peuple comme source de la loi.

Le roi d'Angleterre fut blâmé sévèrement, comme l'atteste la guerre d'indépendance américaine (1776-1783), pour avoir transgressé les droits des sujets britanniques en Amérique mais également des vérités évidentes pour les Américains, des valeurs

universelles qui constituent les fondements de leur caractère exceptionnel : les droits inaliénables des êtres humains que sont la vie, la liberté et la propriété. Comme le stipulent Andrew Kohut et Bruce Stokes, la croyance largement diffusée parmi les Américains est que « l'Amérique est une ville brillante sur une colline – un lieu à part où un meilleur mode de vie existe, celui auquel tous les autres peuples doivent aspirer » (Kohut et Stokes, 2006 cité par Vandal, 2012, p. 77).

S'il est clair que l'exceptionnalisme américain est indéniablement ancré dans l'éthique judéo-chrétienne du XVII^e siècle, cette croyance se détache au fil des siècles du mythe de l'élection divine pour embrasser une conception qui est davantage laïque, du notamment à la diversification sociale et, par conséquent, au pluralisme religieux engendré par l'arrivée des millions d'immigrants adhérant à diverses confessions. Alors qu'il y avait des persécutions religieuses en Grande-Bretagne, on privatise l'activité qui consiste à donner le sens de la vie, l'État devant ainsi prendre sa distance envers le pouvoir spirituel, ce qui se réalise par la ratification des dix amendements connus sous le nom de « Bill of Rights » en 1791 dont le premier interdit au Congrès de s'occuper de la religion.

Cette distanciation entre l'église et l'État qui préserve la liberté de religion de toute contrainte politique n'est toutefois pas vécue comme « antireligieuse » (Haarscher, 2002, p. 59) ; chacun peut exercer le culte de son choix. Un Dieu très abstrait rassemble tous les citoyens américains, ce même Dieu auquel s'est référé Thomas Jefferson (1743-1826), le troisième président des États-Unis, dans la Déclaration d'indépendance américaine en 1776, le « Dieu du théisme ou des philosophes, valant pour toutes les 'dénominations'

[toutes les religions] et fournissant en quelque sorte une base morale à la cité sécularisée » (*Ibid*, p. 62) en étant invoqué de manière incontournable dans la vie publique américaine.

Ce Dieu qui est la « source » des droits inaliénables des êtres humains laisse ces derniers, comme le stipule Richet, s'occuper de l'établissement et de l'instauration des institutions nécessaires à la protection des vérités universelles soutenues, la source du pouvoir ou l'autorité du gouvernement ne provenant point de Dieu mais du peuple souverain, du « consentement des gouvernés » (Richet, 2001, p. 101). Les Pères fondateurs ont voulu ainsi attribuer un caractère sacré aux documents constitutionnels en les sécularisant, en enlevant toute trace religieuse des symboles - originellement protestants - afin de créer l'unité nationale dans un pays multiethnique où le pluralisme religieux prône.

Si Dwight Eisenhower, le trente-quatrième président des États-Unis, insère Dieu dans les symboles de la nation américaine en substituant la devise « In God We Trust » à l'emblème initial « E pluribus unum » (qui signifie littéralement « un seul à partir de plusieurs » renvoyant à l'unification des treize colonies nouvellement indépendantes en un seul pays à la suite de la Révolution américaine entreprise contre la métropole), il déclare : « Notre forme de gouvernement n'a pas de sens si elle n'est pas fondée sur une foi profonde – et peu m'importe laquelle » (*Ibid*, p. 117). C'est ainsi que la religion, même dans ce contexte de séparation entre l'église et l'État, n'a jamais cessé de jouer un rôle important dans l'histoire américaine. La nation américaine éprouve le besoin d'être

appuyée par un Dieu abstrait qui vient « sanctifier leurs actions » afin qu'elles soient éminemment morales (Vandal, 2012, p. 76).

Il est évident, cependant, malgré cette transformation du « millénarisme religieux » des premières communautés puritaines en un « millénarisme civique » qui stimule et attise le nationalisme américain (*Ibid*, p. 80), le fondamentalisme chrétien persiste aux États-Unis. La droite religieuse est une force politique de droite conservatrice qui émerge depuis les années 60 en réaction à la libéralisation des femmes, à la perte de l'autorité parentale, à l'affirmation des droits des homosexuels, à l'ensemble des droits des Noirs et des minorités en se consolidant depuis le début de la guerre froide pour se différencier des communautés athées et de l'Union soviétique. Le conservatisme politique américain constitue un amalgame des idées libérales et des idées non libérales comme le stipule Russel Kirk (1953) : la liberté et la propriété, si elles sont indissociables, sont nécessairement combinées avec la moralité. Le libéralisme, lui-même, est générateur de vide en raison de la confrontation des intérêts. Il n'est pas le créateur de moralité mais doit s'adosser à des valeurs chrétiennes, un ordre dans la société qu'il convient de respecter, une tradition transcendante à laquelle la société devrait se conformer.

Si la droite religieuse est un phénomène dans le Sud, son influence ou son impact se fait sentir de manière disproportionnée sur les États-Unis au grand complet et sur le système politique américain dans son ensemble. Comme l'affirme Gérard Boismenu, « [l'] ampleur de la mobilisation politique et l'élargissement de son assise donnent aux mouvements chrétiens ultraconservateurs une place centrale dans la coalition électorale

républicaine » (Boismenu, 2009, p. 105). Il faut néanmoins souligner que les politiques en termes de moralité avancées par ses adeptes qui croient que la défense de la liberté en fonction de la constitution n'est pas incompatible avec la défense des valeurs judéo-chrétiennes ont peu fonctionné car les tribunaux défendaient la liberté d'expression.

Les questions qui se posent toujours sont : comment le président américain George W. Bush qui se déclare comme un « born again christian » a-t-il légitimé ses interventions militaires en Afghanistan et en Irak dans un pays aussi socialement diversifié que les États-Unis? Quelles sont les stratégies discursives qu'il a conçues et exprimées afin de persuader les citoyens américains de la viabilité, du bien-fondé de ses décisions en matière de politique étrangère qui ont entraîné les États-Unis dans une crise économique en 2008 due à la dette immense accumulée à la suite des attaques militaires entreprises? Assiste-t-on à une manipulation de l'opinion publique bernée par les propos de Bush, malgré les réticences de la communauté internationale concernant l'invasion de l'Irak ?

Partie 2. Les positions politiques de Bush et sa vision des relations internationales

Avant d'aller plus loin, il est essentiel, selon nous, de tenter de définir et de déterminer les positions politiques de Bush afin de parvenir à répondre à ces questions soulevées en nous référant à la typologie historique de Walter Russel Mead. L'auteur distingue quatre traditions ou écoles de pensée auxquelles se réfèrent les dirigeants politiques américains pour mener la politique étrangère et définir les intérêts nationaux qui diffèrent en fonction des objectifs et des procédés ou moyens poursuivis : les traditions hamiltonienne, jeffersonienne, wilsonienne et jacksonienne (Hatto, 1987, p. 419).

La tradition hamiltonienne se préoccupe de la croissance économique et de l'accumulation du capital américain en privilégiant ou en favorisant par-dessus tout les motifs et les intérêts économiques des États-Unis. Ses adeptes qui soutiennent une collaboration entre les capitalistes (les entreprises) et le gouvernement dans l'orientation de la politique étrangère adhèrent fermement à la croyance selon laquelle la préservation de la paix ne se réalisera que par la protection des intérêts commerciaux (Balthazar, 2008, p. 104). L'emploi des procédés militaires est réalisé dans ce but.

La tradition jeffersonienne, quant à elle, promeut une politique isolationniste visant à empêcher toute intervention des États-Unis sur la scène internationale qui peut entraîner et engendrer des fortes dépenses. Ce qui est prioritaire, selon les partisans de cette approche, c'est de garantir et d'assurer aux citoyens américains leurs libertés individuelles, la promotion des valeurs démocratiques ne faisant pas partie de leur préoccupation. Comme le stipule Balthazar, « [d]e par leur sanctuaire continental, les

États-Unis doivent [selon les jeffersoniens] s'appliquer à constituer un exemple pour le monde, plutôt que de chercher à imposer leur modèle au-delà des frontières » (*Ibid*, p. 105), ce à quoi s'opposent les adeptes de la tradition wilsonienne. Ces derniers soutiennent qu'il incombe aux États-Unis, de par leur devoir moral, de propager, de répandre les valeurs démocratiques américaines et les principes défendus partout dans le monde, ce qui nécessite un plus grand engagement sur la scène internationale et donc l'entreprise d'interventions extérieures. Selon eux, l'intérêt national américain exige l'établissement d'un système international « pacifique » rendu possible par la création d'institutions qui régissent les relations entre les acteurs internationaux et garantissent le respect des souverainetés en « civilis[ant] » (*Ibid*, p. 112) ainsi l'anarchie qui caractérise ce système.

Enfin, la tradition jacksonienne constitue un « courant populiste et patriotique » qui privilégie l'emploi de la force, de la puissance, comme outil décisif visant la défense des intérêts de la nation américaine lorsque celle-ci est discernée comme étant menacée (Hatto, 1987, p. 419). Selon nous, en adoptant une attitude défensive nationaliste visant à garantir, à assurer la sécurité nationale américaine après les attentats du 11 septembre 2001, George W. Bush dont les discours, à la suite de ces attaques terroristes, portaient l'empreinte de la croyance en l'exceptionnalisme américain, en la supériorité morale des États-Unis qui suscite et attise le nationalisme américain s'inspirait grandement de cette tradition tout en ne s'y limitant pas. Il est clair que la défense du capitalisme, de la croissance économique et des intérêts économiques américains qu'il exprime dès sa prise

du pouvoir en s'affichant comme un adepte du conservatisme fiscal montre qu'il est avant tout un hamiltonien pur et dur.

Il se positionne ainsi en tant qu'hégémone qui soutient ardemment la suprématie des États-Unis dont le système économique-politique, perçu comme étant « vertueux », s'ancre profondément dans le libéralisme américain qui constitue le caractère exceptionnel de la nation américaine. En raison de l'anarchie du système international qui restreint, limite toute coopération internationale, il incombe aux États-Unis, dans la perspective à la fois réaliste et idéaliste de Bush, de par leur prééminence, d'endosser le rôle d'hégémon, de superpuissance globale qui domine ce système, quitte à transgresser les normes internationales (Grondin, 2008, p. 143), en vue de garantir un ordre international forgé par les valeurs, les normes et les intérêts défendus et poursuivis par celle-ci.

En ce sens, si sa campagne électorale en 2000 laissait présager ou annonçait une politique étrangère isolationniste que Jean-Frédéric Legaré-Tremblay n'hésite pas à qualifier d'« humble et modeste » (Legaré-Tremblay, 2005, p. 28) le faisant sans doute rapprocher du courant jeffersonien, le président, confronté aux événements du 11 septembre 2001, fut poussé dans son désir d'éradiquer, d'extirper le terrorisme en vue de préserver par-dessus tout la sécurité des Américains et de maintenir l'hégémonie américaine à épouser des idées défendues depuis longtemps par des néoconservateurs dans son administration. Il suffit de penser à Paul Wolfowitz, par exemple, secrétaire adjoint à la défense entre 2001 et 2005, qui soutenait ardemment la présence des troupes américaines en

Afghanistan pour diriger des frappes militaires contre Kaboul ainsi que le renversement du régime irakien et l'invasion militaire de cet État.

Il est donc, de notre point de vue, tout à fait légitime de positionner Bush en tant qu'« idéaliste conservateur ». Comme le stipule Balthazar, l'« idéalisme conservateur » qu'on peut facilement confondre avec sa version libérale à laquelle adhèrent les wilsoniens, constitue le « recours à de grands principes universels pour justifier et fonder une politique en réalité complètement vouée à la suprématie américaine et à la promotion du capitalisme » (Balthazar, 2008, p. 118). À la différence des idéalistes libéraux qui promeuvent le respect des souverainetés, de l'intégrité territoriale des États et la coopération établie entre ceux-ci (qui fut repoussée de manière systématique par Bush comme le démontre le rejet du traité de Rome instituant la Cour pénale internationale, du protocole de Kyoto sur la préservation de l'environnement, le retrait de la Convention sur les armes biologiques, etc.), les adeptes de cette version conservatrice de l'idéalisme dont s'inspire, selon nous, le président tentent d'instaurer un monde fondé sur le « modèle américain ».

Il est indéniable que, suite aux attaques terroristes du 11 septembre 2001, ce dernier fit appel aux valeurs démocratiques soutenues par les citoyens américains et, plus particulièrement, à la valeur transcendante qu'est la liberté compromise par la menace terroriste en vue de légitimer une politique étrangère axée sur le changement de régime et l'action préventive conduite de manière unilatérale renonçant ainsi aux stratégies d'endiguement et de dissuasion ayant prévalu lors de la guerre froide. Ainsi, on assiste à

un « double standard américain », comme le stipule David Grondin, défendu par les adeptes de l'unilatéralisme américain dont le président, lui-même, qui se révèle une exigence « systémique » à la superpuissance globale : « enjoindre les autres États à respecter les règles du droit international tout en se réservant le droit de les transgresser pour assurer la stabilité de l'ordre international » (Grondin, 2008, p. 143).

En ce sens, si Bush privilégie une politique étrangère interventionniste forte centrée sur l'exportation des valeurs traditionnelles américaines à l'extérieur des frontières en donnant ainsi un nouvel essor aux dépenses militaires, à l'instar de Ronald Reagan, le quarantième président des États-Unis, dans les faits, il n'est point un néoconservateur mais un « nationaliste agressif » animé par un désir de vengeance, un désir de châtier les coupables de l'offense subie, qui le pousse à adopter une attitude défensive en précipitant son pays dans des interventions militaires externes. Comme le stipule Legaré-Tremblay, la stratégie de sécurité nationale caractérisant la politique étrangère américaine durant la présidence de Bush qui fut basée sur la « suprématie militaire des États-Unis ; [la] promotion de la démocratie ; [des] actions vigoureuses, préventives s'il le faut, contre les *rogue states* et leurs 'clients terroristes' ; et [la] mise sur pied de coalitions d'États (et non d'alliances) » (Legaré-Tremblay, 2005, p. 27) fut le produit d'une coïncidence idéologique circonstancielle entre le programme politique « ambitieux et offensif » des néoconservateurs et l'attitude défensive des « nationalistes agressifs » dont le président et des membres de son administration tels que Dick Cheney, vice-président des États-Unis entre 2001-2009, et Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense de 2001 à 2006 (*Ibid*, p. 31).

Cela dit, la volonté affichée de Bush de propager, de répandre les valeurs démocratiques qui ne pourrait se réaliser sans l'imposition du modèle américain au moyen des interventions militaires entreprises ayant pour but le changement des régimes hostiles aux idées américaines ne vise que le renforcement de la sécurité nationale (et la préservation de l'hégémonie américaine). La politique étrangère qu'il défendait en 1999 en tant que candidat républicain présenté aux élections présidentielles qui se conformait davantage à l'isolationnisme des Pères fondateurs que sont George Washington (1732-1799) et Thomas Jefferson (ces derniers soutenaient l'idée selon laquelle les États-Unis devraient se préoccuper davantage de leurs intérêts et motifs commerciaux tout en assurant la « paix » et l'« amitié » avec les autres nations (Hatto, 1987, p. 418)) correspondait difficilement aux positions politiques des néoconservateurs. Robert Kagan et William Kristol, des néoconservateurs notoires, adressèrent d'ailleurs indirectement cette critique à l'égard de Bush, en 2000 : « The middle path [in foreign policy] many of our political leaders would prefer, with token increases in the defense budget and a more 'humble' view of America's role in the world, will not suffice » (Kagan et Kristol, 2000, p. 9 cité par Legaré-Tremblay, 2005, p. 24).

Malgré le fait que la rationalité politique néoconservatrice est fragmentée idéologiquement et socialement, ses adeptes s'accordent tous pour soutenir un « ordre national et nationaliste délimité par un ensemble de liens politiques et moraux » (Brown, 2007, p. 108) en appuyant l'établissement d'une armée puissante et l'entreprise d'une politique étrangère « expansionniste » (*Ibid*, p. 103). En ce sens, ce sont des adeptes de la tradition wilsonienne qui défendent l'exportation du modèle américain, des valeurs et des

principes démocratiques américains via un interventionnisme actif sur la scène internationale. Ils s'en éloignent toutefois par la suspicion ressentie à l'endroit des institutions internationales et, plus particulièrement, des Nations Unies où s'exprime, selon les termes employés par Jeane Kirkpatrick, ambassadrice des États-Unis de 1981 à 1985 au sein de cette institution, une « fièvre antiaméricaine » soutenue par une « idéologie tiers-mondiste marxisante utilisant une rhétorique de 'globalisme' et de 'communauté mondiale' » (Legaré-Tremblay, 2005, p. 12).

Or, si cette vision réaliste du système international qui sous-tend une coopération limitée entre les États est à la fois partagée par Bush et les néoconservateurs qui sont des hégémonistes croyant à la suprématie américaine, ces derniers qui soutiennent ardemment l'aide au développement et le « nation-building », des programmes susceptibles de faire progresser les intérêts et les valeurs démocratiques américains dans le monde, ne purent s'empêcher de blâmer Bush et son administration républicaine pour le peu de moyens et de ressources accordés à la reconstruction de l'Irak, à la suite des attaques militaires entreprises en 2003, qui sont pourtant nécessaires et indispensables à la construction de la paix dans ce pays (et plus généralement dans le Moyen-Orient) (Milbank et Wiesman, 2004). Cela vient donc confirmer l'idée que le président est avant tout un « nationaliste agressif », un « jacksonien » animé par un désir d'éradiquer la menace terroriste en vue de garantir par-dessus tout la sécurité des citoyens américains, ce qui l'incite à poursuivre une politique néoconservatrice centrée sur la guerre préventive et le remplacement des régimes hostiles aux intérêts et aux principes démocratiques américains adoptant ainsi une attitude défensive.

Partie 3. L'analyse des communications politiques émises par Bush le 20 septembre 2001 et le 17 mars 2003

Dans cette section, nous allons examiner de manière plus approfondie les stratégies discursives employées par le chef d'État américain, Bush, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, en vue de justifier les interventions militaires américaines en Afghanistan et en Irak. Nous allons principalement nous intéresser aux discours du 20 septembre 2001, émis devant le Congrès des États-Unis rassemblé en séance plénière, qui se déroule dans un contexte de vulnérabilité, d'insécurité et d'incertitude venant remettre en question la perception partagée par les citoyens américains de l'invincibilité de leur pays en tant que superpuissance globale et du 17 mars 2003 adressé à la nation américaine dans une conjoncture toujours marquée par la peur de la menace terroriste, deux ans après l'affront subi, malgré le succès de la campagne militaire en Afghanistan ayant permis l'établissement d'un gouvernement provisoire mené par Hamid Karzai.

Dans son allocution exprimée le 20 septembre 2001, le président s'est empressé de désigner du doigt les coupables des attentats qui sont membres du réseau Al-Qaïda ayant pour chef le militant islamiste saoudien, Oussama ben Laden, suspecté d'être le meneur des attentats commis contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, comme il le stipule, le 7 août 1998, et le destroyer lance-missiles USS Cole de la marine des États-Unis, le 12 octobre 2002, en les accusant d'adhérer à une forme d'extrémisme islamique désapprouvée et condamnée par les théologiens musulmans et la plupart des imams. En s'efforçant d'imposer par la violence des convictions extrémistes qui déforment et pervertissent les préceptes de l'Islam, les terroristes, comme le certifie le

président, trahissent leur propre foi et « blasphèment le nom d'Allah ». Le président américain, qui affirme solennellement que « personne ne doit subir de traitement injuste ou se voir adresser des propos désobligeants du fait de son origine ethnique ou de sa religion », a ainsi opté pour une stratégie discursive visant à unifier les citoyens américains, à souder la cohésion nationale, l'Islam étant basé sur des enseignements « pacifiques », comme il le soutient, qui ont été pervertis à des fins destructrices.

À cet égard, soulignons que Bush qui se déclare comme un « born again christian » (comme quelqu'un ayant renouvelé sa foi) est d'obédience méthodiste, une mouvance évangélique fondée en 1739 par deux frères britanniques John et Charles Wesley, des pasteurs de l'Église anglicane, qui « se lancent dans un réveil, influencés par différents mouvements de renouveau issus du protestantisme d'Europe continentale » comme l'explique Patrick Streiff, directeur du Centre méthodiste de formation théologique à l'Université de Lausanne (Arnal, 2004, p. 17). Toutefois, s'il soutient, tout comme les conservateurs sociaux aux États-Unis, un ordre transcendant provenant de Dieu auquel la société devrait se conformer, la continuité sociale étant nécessaire car les ruptures ou les changements non organiques risquent de détruire la structure de la société, l'ordre établi qui résulte d'un long processus d'accumulation de l'expérience sociale, il s'est plutôt référé à une rhétorique qui renvoie à un Dieu abstrait valant pour toutes les confessions et attribuant une « base morale à la cité sécularisée » (Haarscher, 2002, p. 62). D'ailleurs, lors d'un entretien avec Al Arabiya, en novembre 2003, il affirme :

« I believe in an Almighty God, and I believe that all the world, whether they be Muslim, Christian, or any other religion, prays to the same God. That's what I believe. I believe that Islam is a great religion that preaches peace. And I believe

people who murder innocents to achieve political objectives aren't religious people. »

Cela nous laisse croire que les convictions religieuses du président américain n'ont pas exercé une influence sur ses décisions en matière de politique étrangère centrée sur un interventionnisme actif sur la scène internationale – ou du moins leurs effets nous paraissent limités et incertains. Comme le soutient d'ailleurs Sébastien Fath, Bush est « ouvertement désavoué par sa propre Église, [l']Église évangélique méthodiste, [...] qui lui reproche d'avoir conduit une guerre injuste et inutile contre l'Irak » (Arnal, 2004, p. 14).

Les islamistes terroristes que ce dernier qualifie d' « ennemis de la liberté » ont proclamé une guerre contre les Américains et leurs alliés civils et militaires considérés comme étant des infidèles, des impurs bons à assassiner au nom d'Allah, tel que le stipule Bush. À cet égard, pour mieux comprendre le « storytelling » utilisé par le président (Belletante, 2010, p. 2), cette rhétorique constituée par la mobilisation de certains aspects « fragmentés » auquel ce dernier attribue une signification dans le but ultime de justifier une politique étrangère interventionniste, il serait essentiel de s'attarder à la définition de l'idéologie djihadiste, aux causes principalement religieuses et géopolitiques expliquant les attaques terroristes du 11 septembre 2001.

Comme le stipule Bruno Étienne, l'Islam appréhende la vie internationale comme étant essentiellement divisé entre deux mondes distincts : la maison de l'obéissance à Dieu (« dâr al-islam ») et le monde des non-croyants ou des impurs (« dâr al-harb »), ce monde

avec lequel l'islam est constamment en opposition et en « état de guerre » (Étienne, 1987, p. 189) ne pouvant maintenir des relations autres que déséquilibrées et inégalitaires en raison du fait que tous les hommes ne sont pas égaux, les musulmans étant supérieurs aux infidèles. L'orthodoxie islamiste qui repose sur une interprétation stricte de la loi islamique, la charia, consiste à opter pour le jihad, une « obligation juridique » (*Ibid*, p. 190) qui résulte d'un principe capital d'universalisme, selon la doctrine et la tradition juridique, ayant pour but la défense et la propagation de l'islam à l'échelle mondiale en recourant, s'il le faut, à l'usage de la force, de la violence et de l'action armée, le monde des impurs devant tout simplement être détruit, anéanti, supprimé.

Soulignons toutefois que le jihad peut ne pas s'opposer aux partisans des religions monothéistes que sont le christianisme et le judaïsme dont les livres sacrés sont admis ou reconnus par le Coran s'ils se convertissent, se soumettant ainsi à l'autorité politique de l'islam ou qu'ils acceptent de payer le tribut, conservant ainsi leur foi et devenant des « hôtes protégés » (Martin, 2007) des musulmans. Par contre, les idolâtres ne bénéficient pas de ce privilège ou de cette faveur. Ils doivent absolument être convertis à l'islam sous peine d'être exécutés ou réduits en esclavage.

La communauté des croyants, l'Umma, se voit donc attribuer la mission « historique » (Étienne, 1987, p. 188), consistant à amener l'humanité toute entière à se convertir à la vraie religion et à se soumettre à la loi divine, à la volonté et à la parole d'Allah, le tout puissant, formulée par le biais de son prophète Mahomet il y a plus de 1300 ans, qui régit la pratique religieuse et la société humaine (autrement dit, les rapports entre les

individus : les femmes et les hommes, etc.) formant ainsi la « Umma générale » (*Ibid*, p. 190). Il est donc question de rétablir le califat, ce régime qui existait à l'époque de Mahomet, à l'instar de l'État islamique en Irak et au Levant, dirigé par Abou Bakr al-Baghdadi depuis le 29 juin 2014, une organisation militaire et politique considérée comme étant terroriste et tenue responsable de génocide, de nettoyage ethnique, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Le jihad, en ce sens, n'est qu'un procédé, une façon de faire pour purifier le monde du mal, la parole de Dieu devant être interprétée, selon les situations et les circonstances. Il s'agit d'une « obligation religieuse » (*Ibid*, p. 191), d'un « acte de dévotion » (*Ibid*) (dédié à l'expansion de la domination de l'Islam tel que stipulé et dicté par Allah et son prophète Mahomet) qui permet aux croyants d'accéder au paradis. D'où l'importance que les musulmans fassent d'abord un effort pour se transformer eux-mêmes dans l'intention de se perfectionner moralement et religieusement étant donné que les rites ne sont aucunement suffisants pour que la société musulmane puisse vraiment repousser les bornes de l'incroyance ou de l'impureté et de la « jahiliya » (la barbarie). Un bon croyant suivant les prescriptions ou l'enseignement de la tradition, devrait donc diviser l'année ainsi : « une moitié consacrée à l'étude, un quart à l'exercice d'un métier et le reste à la défense armée de la communauté musulmane » (*Ibid*, p. 187).

À cet égard, comme l'ont si bien démontré les attentats du 11 septembre 2001, la vénération de la mort et du martyr occupe une place décisive dans la culture djihadiste et est même récompensée au paradis par l'octroi de 72 vierges « aux yeux noirs » (Martin,

2007) à celui qui se sacrifie pour l'islam, ce qui constitue bien évidemment la véritable force des militants djihadistes par rapport à leurs ennemis, les impurs, puisqu'ils ne craignent pas la mort. Comme le soutient François Saint-Bonnet (2015), cette mort est « vécue [...] comme une libération, un soulagement du poids de leurs fautes terrestres (réémission des péchés) ». D'ailleurs, Oussama ben Laden, lors d'un entretien avec CNN le 12 mai 1997, s'exprime ainsi : « Mourir sur la voie de Dieu est un honneur souhaité par ceux de ma communauté qui luttent; nous aimons la mort sur la voie de Dieu autant que vous aimez la vie, nous ne craignons rien, nous espérons une telle mort.» (Kepel, 2005, p. 59).

Il est donc évident que les islamistes ne tolèrent pas la sécularisation du monde entreprise par l'Occident qui peut représenter un véritable danger pour l'islam. On accepte mal l'idée qu'il y ait une séparation stricte entre la sphère de décision religieuse et la sphère de décision politique. Les États-Unis constituent, aux yeux d'Oussama ben Laden et, plus généralement, des islamistes terroristes, « la plus grande puissance athée du monde » (Haarscher, 2002, p. 53) qui incarne ou symbolise le mal, devant être convertie ou bien anéantie. Comme le stipule Bush, dans son discours devant le Congrès, ces derniers « haïssent ce qu'ils voient dans cette salle même : un gouvernement élu démocratiquement. Leurs chefs sont auto-désignés. Ils haïssent notre liberté de religion, notre liberté d'expression, notre droit de voter, de nous rassembler, d'exprimer nos désaccords ».

Ainsi, le président des États-Unis, en mettant l'accent sur le pronom collectif « nous » qui, selon Olivier Turbide, Diane Vincent et Marty Laforest, « fait appartenir l'énonciateur et ses interlocuteurs à une même communauté produisant un effet rassembleur » (Turbide, Vincent et Laforest, 2008) réussit à faire exister la nation américaine dans l'imaginaire collectif se rapprochant ainsi de ce que Benedict Anderson (1996) appelle une « communauté imaginée ». Les individus ne peuvent rencontrer tous les autres membres d'une nation, le nombre de connaissances ne pouvant dépasser une centaine, mais partagent avec eux un même imaginaire, les mêmes symboles qui leur permettent de s'identifier au groupe formant ainsi une communauté de destin et partageant des raisons communes.

Pour les islamistes terroristes, aucune loi humaine représentant la volonté des individus ne doit primer sur la loi divine, la parole et la volonté de Dieu. L'idée même de « terre d'Islam » (Haarscher, 2002, p. 46) aux fondements de l'idéologie djihadiste contredit les principes de laïcité. Ce principe suppose que l'État qui détient le monopole de l'usage de la violence légitime doit représenter l'ensemble des citoyens ne pouvant ainsi privilégier ou favoriser aucune « orthodoxie religieuse ou anti-religieuse » (*Ibid*, p. 56). Il doit être neutre quant à ces engagements qui « relèvent de la conscience et non de la force » (*Ibid*) en vue de garantir le pluralisme, la tolérance, la liberté de conscience bien propres aux régimes démocratiques, des principes sur lesquels le président n'a cessé d'insister tout au long de son allocution adressée à la nation américaine.

L'identité interne que sont les valeurs, la manière de vivre, les normes, le fait d'appartenir à une civilisation est alors discernée par le président comme un objet faisant référence à la sécurité qu'il importe de défendre face aux « ennemis de la liberté » que sont les terroristes. L'idéologie du libéralisme qui place l'individu, cette entité autonome comme fondement du politique reléguant ainsi les institutions humaines comme l'État à la préservation des libertés individuelles et au service de l'individu est difficilement acceptable pour l'organisation Al-Qaïda qui rejette les droits de l'homme (surtout des femmes qui sont considérées inférieures aux hommes en leur étant soumises), la démocratie (Oussama ben Laden adopte des positions qui sont clairement contraires à la démocratie puisque, selon lui, les pays qui se munissent de gouvernements élus procédant conformément à une constitution et à des lois qui reposent sur la volonté des individus s'attribuent illégitimement la place d'Allah dont la volonté devrait être exécutée par le biais des oulémas, ces théologiens de la foi musulmane auxquels sont assignés les pouvoirs exécutifs et législatifs (Martin, 2007)) et le capitalisme.

Comme le stipule Bush, les terroristes « tuent non seulement pour mettre fin à des vies, mais pour perturber et anéantir un mode de vie », celui des Américains. La primauté commerciale des États-Unis est vue comme étant une menace à l'Islam en raison de sa forte influence excessive qui peut être dommageable aux musulmans. Selon Maxime Robinson, l'auteur de l'ouvrage « Islam et capitalisme » (Mohamed, 2014), « s'enrichir par le bien et partage est islamique ». Toutefois, il existe certaines activités économiques qui sont interdites en raison du fait qu'elles sont contraires à la loi divine telles que le prêt à intérêt, la vente ou l'achat de produits alimentaires comme le porc et le vin, les

spéculations financières sur des biens devant appartenir à tous les individus comme l'eau, les aliments, la vente ou l'achat aux enchères quand le commerçant ne connaît pas la valeur marchande de son bien. Or, il est clair que ces pratiques contredisent sans aucun doute le libre échange qui vaut dans les pays occidentaux et aux États-Unis. Comme le soutient Daniel Martin, un régime islamiste ne peut s'empêcher d'entraver le « bon fonctionnement de l'économie, par manque de liberté [(d'où la nécessité d'un régime de liberté économique et de liberté individuelle, impliquant la liberté de religion et la liberté d'expression)] et détournement des énergies vers une pratique religieuse excessive [le « zakat » qui constitue un impôt annuel obligatoire sur le revenu destiné à des individus dans le besoin] » (Martin, 2007).

En ce sens, la destruction du « World Trade Center » le 11 septembre 2001 s'explique par le fait que ces tours symbolisent la domination économique des États-Unis et l'exploitation économique du Tiers monde arabo-musulman qui éclaircit pourquoi tant de jeunes musulmans, désespérés par leur situation économique très difficile et séduits par le message de Ben Laden, sont prêts à se sacrifier en martyrs pour la défense et l'expansion de l'Islam à tout l'univers trouvant ainsi un sens à leur existence. Le but de l'organisation Al-Qaïda est de causer du tort à cette hyperpuissance, de perturber son économie libre en poursuivant contre elle une politique d'usure jusqu'à ce qu'elle fasse faillite, comme le certifie Ben Laden dans un message qu'il adresse plus tard au peuple américain, le 30 octobre 2004 (Kepel, 2005, p. 107).

Or, si les terroristes ont assailli un « symbole de la prospérité américaine », comme le stipule Bush dans son discours, « ils n'ont pas touché sa source ; l'Amérique connaît le succès grâce à son travail, à sa créativité et à l'esprit d'entreprise de son peuple [...] [qui constituaient] la véritable force de [...] [l'] économie américaine avant le 11 septembre, et [qui] le sont [toujours] aujourd'hui ». Le président puise ainsi dans la « syntaxe américaine » (Belletante, 2010, p. 1) en recourant à l'identité interne axée sur des mythes auxquels adhèrent les Américains afin de stimuler leur sentiment d'appartenance nationale, de souder l'unité nationale. Il se réfère indirectement au mythe du « self-made-man », à l'esprit d'entreprise et d'effort individuel visant à l'accumulation du capital qui anime ces derniers pour qui, comme le soutient Balthazar, le « système capitaliste est le meilleur [...] [et] le mode de vie américain [...] le plus humain, le plus fraternel, le plus égalitaire » (Balthazar, 1987, p. 27). Peu importe les obstacles auxquels ils doivent faire face, les Américains sont capables de changer les choses et de rendre la société meilleure, l'espoir ayant toujours dépeint l'esprit du peuple américain.

Comme le soutient Bush, dans son discours, l'humiliation ressentie par les islamistes terroristes en raison de l'appui apporté par le gouvernement américain à des régimes arabes vus comme étant corrompus et despotiques, notamment l'Arabie saoudite, et à Israël constitue une raison de plus ayant poussé le réseau Al-Qaïda à commettre ces attaques terroristes. Le président américain affirme :

« [Ces derniers] veulent renverser les régimes en place dans de nombreux pays, tels l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Jordanie. Ils veulent chasser Israël du Proche-Orient. Ils veulent chasser les chrétiens et les juifs de vastes régions d'Asie et d'Afrique [et espèrent] qu'avec chaque atrocité [...] les États-Unis prendront peur et se retireront du monde en abandonnant leurs amis. »

En ce sens, le jihad, avant de combattre l'impérialisme américain, a d'abord comme mission de purger les pays arabo-musulmans des ennemis intérieurs que sont les musulmans « hypocrites » (Étienne, 1987, p. 193), c'est-à-dire les faux croyants qui exécutent les rituels exigés par peur ou par intérêt et non par certitude ou conviction réelle, et traîtres, ceux qui tiennent à ce que le spirituel prenne une distance du temporel. Il s'agit donc d'une lutte intérieure de purification constante tout en étant une « expérience mystique, politique et militaire » (*Ibid*) qui ne pourrait négliger le fait que le danger le plus grave et le plus immédiat ne provient pas des adversaires extérieurs mais de l'intérieur faisant en sorte que le musulman devienne l'adversaire du musulman.

En s'alliant et en se soumettant aux États-Unis, le régime saoudien qui, selon Oussama ben Laden, est considéré comme un « régime valet » (Kepel, 2005, p. 59) par cette grande puissance mondiale, accomplit un acte répréhensible, un « grand péché contre l'islam [...] puisque le gouvernement des hommes a remplacé celui de Dieu, alors que l'on devrait gouverner uniquement selon la loi révélée » (*Ibid*). Il devient ainsi illégitime puisqu'il ne respecte plus les principes fondamentaux de l'Islam tels que prescrits par Allah et son prophète Mahomet. D'où la nécessité de combattre et de lutter contre ce régime corrompu puisque « Dieu n'autorise pas ses fidèles à se soumettre aux infidèles » (Étienne, 1987, p. 195). Les islamistes terroristes en veulent à l'Arabie saoudite qui, désirant une certaine protection contre l'Irak de Saddam Hussein lors de la guerre du golfe en 1990-1991, fit appel aux États-Unis pour venir occuper des bases militaires « souill[ant] ainsi de leur présence le sol sacré de l'Arabie saoudite » (Chaliand, 2002, p. 19) qui est le lieu des deux villes saintes, la Mecque et la Médine (bien que, selon le Centre national

antiterroriste des États-Unis, celles-ci se situaient à plus de 1000 km de désert de cet emplacement (Martin, 2007)).

Or, dans la perspective de l'organisation Al-Qaïda, ce qui explique la présence de l'armée américaine sur ce territoire sacré, c'est bien son intention fourbe et malveillante de désunir, de diviser les musulmans afin qu'ils ne soient plus régis par la parole et la volonté de Dieu mais aussi pour appuyer les forces armées d'Israël en Palestine formant ainsi une « coalition judéo-croisée » (Kepel, 2005, p. 73). Oussama ben Laden explique d'ailleurs dans le message qu'il adresse au peuple américain, 4 ans après les événements du 11 septembre 2001, que ces attentats ont été commis en réaction à l'oppression et à l'injustice de l'alliance des États-Unis et d'Israël en Palestine où l'on saisit les terres des Palestiniens et où l'on assassine des femmes et des enfants innocents (Kepel, 2005, p. 103). Il avance aussi que l'intervention israélienne au Liban en 1982 soutenue par la troisième flotte américaine l'ont profondément marqué à cause de ces « images insoutenables de sang, de membres déchiquetés, de femmes et d'enfants abattus partout, d'habitations détruites sur leurs habitants, et de tours qui en s'écrasant les enveloppent, d'obus pleuvant impitoyablement sur [...] [les] terres » (*Ibid*). Il dénonce l'embargo imposé à l'Irak pendant près de 12 ans qui eut comme conséquence néfaste le décès de 1,5 millions d'enfants affamés (*Ibid*).

Les islamistes terroristes s'opposent aux appels provenant des « apostats impies » (*Ibid*, p. 95) de l'Égypte et de la Jordanie comme le stipulait Bush mais également de la Palestine, du Yémen qui souhaitent recourir à une « solution pacifique et démocratique, à

la collaboration avec des régimes apostats, ou avec les envahisseurs juifs et croisés, plutôt que de mener une guerre » (*Ibid*) contre eux. En conduisant ces attaques terroristes contre le Pentagone qui symbolise l'oppression militaire des États-Unis, selon Guy Haarscher (Haarscher, 2002, p. 8), Oussama ben Laden et les islamistes terroristes du réseau Al-Qaïda qu'il dirige ont justement voulu se venger des oppresseurs et punir leurs offenses en détruisant et en annihilant leur liberté tout comme ils l'ont fait en menant une politique étrangère qu'ils jugent des plus déplorables contre les musulmans. Les Américains, qu'ils soient chrétiens, athées ou qu'ils adhèrent à toute autre croyance, demeurent infidèles et impurs et c'est un devoir qui s'impose à tout musulman de les tuer, eux, et leurs alliés en respectant ainsi cette fatwa lancée par Oussama ben Laden qui n'a pourtant aucune valeur compte tenu qu'elle n'a pas été énoncée par un ouléma, un théologien de l'islam.

Cela pousse le président américain à modifier la perception jusqu'à alors entretenue en ce qui a trait à la nature du terrorisme examiné en tant qu'acte de crime nécessitant, par conséquent, des mesures et des dispositions qui reposent essentiellement sur la mobilisation des appareils judiciaires, policières et des services de renseignements, les terroristes, n'étant pas en fin de compte des criminels, à l'instar des « coupables d'homicide, d'évasion fiscale, de blanchiment d'argent ou d'agression » qu'il incombe de poursuivre et d'incarcérer (Kurtulus, 2012, p. 40). Le terrorisme est désormais conçu et discerné comme « acte de guerre », tel que le stipule Bush dans son discours, qui implique des répliques et des réponses militaires promptes et décisives, des contre-attaques et des ripostes vigoureuses et « répressives », les terroristes étant, en ce sens, perçus comme des « combattants armés » engagés dans une « guerre asymétrique » qu'il

importe de détruire, d'anéantir pour anticiper l'accomplissement d'autres actes répréhensibles (Tarif, 2016).

Cela dit, Bush se sert, pour légitimer sa politique étrangère interventionniste centrée essentiellement sur la guerre préventive et le changement de régime, de l'identité externe qui se situe dans la problématique de l'altérité, c'est-à-dire le fait de percevoir l'« Autre », les islamistes terroristes comme les « ennemis de la liberté ». C'est ainsi qu'il trace une frontière, une ligne de démarcation entre le « bien » symbolisé par les valeurs, les normes et les idées américaines qui s'enracinent profondément dans le libéralisme américain, une idéologie qui fonde l'attribut exceptionnel des États-Unis et qui finit par se transformer en nationalisme, les adversaires de la nation étant tout simplement ceux qui se dressent contre cette « façon de vivre par excellence » des Américains (Balthazar, 1987, p. 32) et le mal qui incarne tout ceux qui s'y oppose et se place dans le camp des terroristes, tout ceux qui cherchent à anéantir, à ruiner, à démolir le monde.

En affirmant que la « liberté et la peur, la justice et la cruauté se sont toujours fait la guerre et [...] que dans cette lutte, Dieu n'est pas neutre », Bush recourt à une « rhétorique messianique » qui s'ancre dans la croyance au mythe populaire de la « destinée manifeste » des États-Unis choisis par la Divine Providence pour réaliser une « mission civilisatrice », celle de propager, de diffuser les principes et les valeurs démocratiques américains au reste du monde en refusant toute forme de marchandage avec les malfaiteurs, les ennemis de la nation américaine. Comme le stipule le président

américain, « les dirigeants d'Al-Qaïda exercent une grande influence en Afghanistan et aident les talibans à maintenir leur contrôle sur la plus grande partie du territoire afghan [...] [de sorte que, dans ce pays,] on peut observer la conception du monde d'Al-Qaïda ». Le peuple afghan ne dispose point de liberté en étant opprimé, brutalisé, malmené par le régime des talibans au pouvoir qui constitue non seulement une menace pour son propre peuple mais également un danger pour la sécurité nationale des États-Unis et celle du monde entier à cause de l'appui financier qu'il attribue aux groupes terroristes dissimulés sur son territoire.

Les actions immorales des talibans qui sont portés à « aide[r] ou [à] encourage[r] le meurtre » forcent les États-Unis et, à leur tête, le commandant en chef des forces armées qu'est le président américain, à adopter la ligne dure en écartant toute tentative de dialogue ou de négociation avec les adversaires de la liberté. Ces derniers, comme Bush le stipule dans son discours, doivent détruire tous les camps d'entraînement des terroristes et leurs complices qui doivent être livrés aux autorités américaines sous peine de « partager le sort » de ceux-ci, autoriser les États-Unis à s'assurer que ces camps sont complètement hors d'état de nuire, affranchir l'ensemble des ressortissants étrangers qui furent injustement emprisonnés et garantir la protection des journalistes, des diplomates, etc.

Selon nous, ces mêmes stratégies discursives employées par le président américain afin de justifier l'invasion d'Afghanistan furent utilisées par Bush dans l'allocution qu'il adresse à la nation américaine le 17 mars 2003 en vue de légitimer la guerre d'Irak qui

n'avait pourtant pas sa raison d'être et qui suscita des réticences au niveau de la communauté internationale. Comme le stipule ce dernier dans son discours, le désarmement du régime irakien en place tel que prescrit par les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies depuis la fin de la guerre du Golfe persique en 1991 a nécessité pendant plus de dix ans des efforts considérables et estimables de la part des États-Unis et d'autres pays en vue d'écarter la possibilité de l'entreprise d'une nouvelle guerre. Or, ces « efforts pacifiques » n'ont point produit les effets attendus : le régime irakien est toujours en possession d'armes de destruction massive, la diplomatie ayant été, pour lui, une astuce employée en vue de « gagner du temps et des avantages ».

Le régime au pouvoir, loin d'être pacifique, « nourrit une profonde haine pour l'Amérique et ses amis », ce qui l'incite à soutenir des terroristes dont le réseau Al-Qaïda qu'il abrite, des islamistes terroristes qui compromettent la sécurité des citoyens américains et, plus généralement la sécurité internationale. Les États-Unis « feront [donc] tout [comme l'affirme Bush] pour vaincre [cette menace] [a]vant que le jour de l'horreur n'arrive [...] [et] qu'il ne soit trop tard pour agir » avec l'assistance d'une coalition qui se constitue en vue de « faire respecter » les conditions de la communauté internationale. L'issue est claire : tant que Saddam Hussein demeurera au pouvoir, aucun désarmement ne sera entrepris. Le refus du président de l'Irak de démissionner dans les quarante-huit heures, accordées par Bush en guise de délai, « entraînera [comme le stipule ce dernier] un conflit armé qui commencera à un moment [...] [du] choix » du président américain, « le plus grand atout de la liberté [...] [étant] de surmonter la haine et la violence ».

Ainsi, le président s'est servi de cet attribut essentiel de l'identité américaine qu'est le recours à la puissance face aux ennemis de la nation américaine et le rejet du dialogue signe de l'indulgence et de la mollesse fortement réprimées par les Américains. Il incombe à cette superpuissance globale qu'est les États-Unis, de par sa supériorité morale, d'exécuter cette « mission civilisatrice » qui consiste à répandre les vertus du libéralisme, les valeurs démocratiques et les idées américaines qui constituent l'attribut exceptionnel de ce pays en vue de déraciner le « mal » qu'est le terrorisme. Bush pioche ainsi dans le mythe, répandu parmi les citoyens américains, de la destinée-manifeste afin de légitimer des actions militaires contre le régime irakien, une intervention militaire qui repose sur le changement de ce régime. Il est question de « construire un nouvel Irak qui [...] [soit] prospère et libre », un Irak où « il n'y aura plus de guerres d'agression contre des États voisins, [...] de fabriques de poisons, [...] d'exécutions d'opposants, [...] de chambres de torture et de salles de viol », comme le certifie ce dernier.

Partie 4. Évaluation de l'engagement militaire des États-Unis et des stratégies discursives énoncées par le président auprès des électeurs américains

Selon nous, la militarisation de la lutte anti-terroriste entreprise par l'administration Bush (qui fut d'ailleurs poursuivie par son successeur Barack Obama, le quarante-quatrième président des États-Unis, comme le stipule Mathilde Tarif (2016)) entrave la démocratie américaine en minant l'autorité morale des États-Unis en raison des pratiques illégitimes et extrajudiciaires exercées qui transgressent les droits humains en attisant une haine « antiaméricaine » dans les pays arabo-musulmans susceptible de stimuler les actes terroristes au lieu de les éradiquer.

Depuis qu'il est entré en fonction dans son poste de secrétaire à la Défense en 2001, Donald Rumsfeld, qui, comme nous l'avons mentionné, est un « nationaliste agressif » dans l'administration Bush, a fortement appuyé une politique réformatrice visant à changer en profondeur l'armée conventionnelle américaine basée sur la « tradition jominienne » de la guerre (Johnson, 2006, p. 275 cité par Tarif, 2016) en une puissance qui se caractérise par l'agilité, la souplesse, la rapidité, la flexibilité en étant ainsi adaptée à l'émergence de nouvelles menaces asymétriques sur la scène internationale pouvant compromettre la sécurité des citoyens américains et les intérêts des États-Unis dans le monde. Cela l'a incité à octroyer, à attribuer une place centrale et prééminente aux opérations entreprises par les Forces spéciales, largement employées durant les interventions militaires en Afghanistan et en Irak, qui sont agencées et organisées par la Special Operation Command (USSOCOM) dont les missions relèvent désormais du

Pentagone, du Département de la Défense, en vue de déraciner et d'enrayer la menace terroriste responsable des attentats du 11 septembre 2001.

Or, cela pose sans aucun doute des difficultés au système démocratique américain puisqu'en définissant les opérations secrètes entreprises par ces forces spéciales (qui sont traditionnellement conduites par la Central Intelligence Agency (CIA)) comme des activités militaires conventionnelles ou des opérations de « routine » en vue d'actions militaires qui seront déployées dans le futur, l'administration républicaine de Bush a pu entreprendre une militarisation de la lutte anti-terroriste qui se soustrait à l'inspection et à la surveillance du Congrès. Soulignons que toute action secrète est définie par l' « Intelligence Authorization Act » de 1991, promulgué en vue de limiter l'autorité de la CIA et, plus généralement, des services de renseignements en ce qui a trait aux affaires étrangères, comme « tout[e] activit[é] mené[e] pour influencer des conditions politiques, économiques ou militaires à l'étranger [...] sans que le rôle du gouvernement des États-Unis ne soit apparent ou reconnu publiquement » (Meyer, 2007, p. 463).

Cela dit, si toute opération secrète ayant reçu le décret présidentiel devrait être soumise aux Comités du Renseignement de la Chambre des Représentants et du Sénat qui détiennent le pouvoir, de par le contrôle qu'ils exercent sur le budget, d'empêcher l'entreprise de celle-ci, en prétendant que les missions des Forces spéciales sont des actions militaires et non pas des opérations secrètes, cela autorise l'administration Bush à réaliser son agenda militaire dont les dépenses relèvent du Comité des services militaires. Ainsi, comme le stipule Tarif (2016), la « démocratie est mise à mal [...] [,] les contre-

pouvoirs [...] [n'étant] plus en mesure d'exercer une surveillance sur les actions de l'exécutif » qui s'est vu d'autant plus attribuer un « pouvoir discrétionnaire » en raison de l'état d'urgence, décrété le 14 septembre 2001, lui permettant d'employer toutes les mesures et les dispositions nécessaires en vue de combattre le terrorisme dont des pratiques illégitimes telles que l'usage de la torture contre les suspects.

Cette violation des droits humains qui découle de la difficulté à équilibrer l'objectif premier visé par Bush qui est la sécurité nationale et la nécessité de préserver les libertés individuelles des citoyens américains ne se limite toutefois pas au territoire national, comme le démontre le traitement des prisonniers de Guantanamo et d'Abou Ghraïb. La reconceptualisation de la nature du terrorisme entreprise par l'administration républicaine du président américain qui révèle l'ambiguïté, le « flou conceptuel [comme le stipule Têtu] [...] préva[lant] dans la 'guerre contre le terrorisme' tant au niveau de la stratégie en tant que telle, que par la difficile définition du terrorisme » (Têtu, 2015) permet à celle-ci d'attribuer à ces derniers la désignation de « combattants illégaux » en leur refusant le statut de prisonniers de guerre, transgressant ainsi le droit international pour qui ce nouveau statut est étranger et obscur.

Or, comme le soutient Saurette qui s'est intéressé au rôle des facteurs « non rationnels » et émotionnels au cœur des relations internationales, l'humiliation engendrée, dans ce cas par l'usage de la torture, est une expérience complexe et intensément émotionnelle faisant en sorte que des perceptions historiquement et culturellement spécifiques, bien que souvent naturalisées, de l'estime de soi, du respect de soi et de la dignité sont dépouillées

et révélées comme étant fausses, voire illégitimes (Saurette, 2006, p. 509). Ce sentiment d'abaissement provoqué chez les sujets et leur entourage (leurs réseaux familiaux) contraire au respect de soi peut inspirer, en raison du ressentiment profond éprouvé, une dynamique de contre-humiliation, de réactions visant à punir l'humiliation subie. Un cycle vicieux de violence est ainsi provoqué par la militarisation de la lutte antiterroriste qui sape sans aucun doute l'autorité morale des États-Unis et son image dans le monde, surtout dans les pays arabo-musulmans où une « fièvre antiaméricaine », une haine intense à l'endroit des États-Unis fut attisée en réaction aux attaques militaires dirigées contre l'Irak (Croisier, 2005).

Bush s'est servi d'un mensonge pour entreprendre cette intervention militaire contre le régime irakien de Saddam Hussein en dépeignant ce pays comme un État représentant une menace pour les États-Unis à cause des armes de destruction massives, biologiques et probablement nucléaires qu'il était en train de développer et des liens que ce régime entretenait avec des groupes terroristes. Or, si le pays avait été à l'abri de l'enracinement des groupes islamistes « trans-étatiques », à la suite des actions militaires entreprises, il est devenu, comme le stipule Alia Al Jiboury, le « terrain mondial de prédilection des actes de violences terroristes », perpétrés par l'État islamique initialement d'Irak qui fut fondé en 2006 par le Conseil consultatif des Moudjahidines constitué par Al-Qaïda et d'autres groupes djihadistes, des terroristes qui « viennent tirer profit de la situation chaotique de lutte pour le pouvoir stigmatisé faute d'absence de société civile par une lutte communautaire » (Al Jiboury, 2006).

Cela explique d'ailleurs pourquoi l'initiative de démocratisation du Moyen-Orient mise de l'avant par les États-Unis en 2005 qui vise à réformer le « paysage politique et économique » (Croisier, 2005) de cette région fut perçue comme un « projet colonialiste » (Al Jiboury, 2006) par un certain nombre de pays arabes doutant de la « sincérité » d'une telle initiative, les États-Unis étant discernés comme des « envahisseurs dangereux » qui visent à s'emparer des réserves pétrolières situées sur le territoire irakien (*Ibid*). L'instabilité politique et l'insécurité qui règnent dans ce pays (et en Afghanistan, d'ailleurs) ne font donc que miner le « pouvoir d'attraction » des États-Unis et des valeurs démocratiques qu'ils cherchent à promouvoir. Les questions qui se posent à présent sont : qu'en est-il de l'efficacité des stratégies discursives émises par Bush auprès des électeurs américains? Ont-ils été bernés par le mensonge soutenu par ce dernier pour légitimer la guerre d'Irak?

Il est clair que les stratégies discursives employées par le président américain visant à souder l'unité nationale, à faire exister la nation américaine dans l'imaginaire collectif par le recours aux mythes populaires, aux normes, aux valeurs libérales et aux idées américaines qui fondent le caractère exceptionnel des États-Unis et stimulent le nationalisme américain se sont avérées efficaces auprès d'une nation désemparée après les attaques terroristes. Le chef d'État américain répondit à un désir de vengeance éprouvé à l'endroit des ennemis de la nation.

Désormais perçu comme un patriote authentique, un « jacksonien », adoptant une attitude défensive en vue de garantir la sécurité de tous les citoyens américains et de maintenir

l'hégémonie américaine, Bush profita d'une « cote populaire » s'élevant à plus de 90 %, comme le stipule Vaïsse (2008, p. 402), à la suite des attentats, une unanimité bipartisane que le président n'est pas parvenu à préserver plus longtemps en raison des divisions partisans provoquées par l'entreprise de la guerre d'Irak en 2003. Si 60 % des adeptes du Parti républicain soutenaient, en 2006, les actions militaires contre le régime irakien, seuls 23 % des démocrates adhéraient à ces fausses informations (*Ibid*, p. 407).

Soulignons que, lors de la guerre du Golfe (1990-1991), durant le mandat de George H. W. Bush, le quarante-et-unième président des États-Unis, l'armée américaine n'avait pas choisi d'envahir et d'occuper l'Irak car, ce faisant, il y avait un risque de perdre le soutien de la coalition regroupant à la fois les pays arabes et la communauté internationale et d'embourber dans une guerre de guérilla. Or, c'est ce qui s'est passé plus tard durant les mandats de son fils, George W. Bush, puisque, malgré le fait que la première campagne militaire s'est faite relativement avec facilité en 2003, plus d'Américains sont morts après l'invasion à cause des guérillas.

Cela nous laisse croire que, bien que les stratégies discursives employées par ce dernier furent bien conçues, elles ne lui ont pas pour autant permis de se rapprocher davantage de tous les citoyens américains comme le démontre la controverse entourant la guerre d'Irak. Celle-ci a non seulement entraîné la perte de milliers de soldats américains mais également des dépenses militaires considérables ayant fragilisé l'économie américaine et contribué à la crise économique de 2008 comme l'a stipulé son successeur au poste présidentiel, Obama, lors d'un discours qu'il avait prononcé le 31 août 2010.

Cela dit, selon nous, même si les récepteurs ne détiennent pas des connaissances approfondies en politique comme l'ont constaté Elizebeth Gidengil (2012) ou Walter Lippmann qui croit qu'il y a une quantité phénoménale d'information en changement constant que les individus sont incapables d'absorber (Lippmann, 1925), tirer des conclusions rapides que les individus ayant un plus faible niveau de compétence politique ne détiennent pas une certaine capacité de résistance face aux messages dits persuasifs des chefs politiques qui sont transmis par le biais des médias nous paraît loin de refléter la réalité.

Les électeurs américains sont loin d'être faibles, manipulables ou déraisonnables. Au contraire, ce sont des sujets autonomes, libres et actifs qui réfléchissent sur l'information, les messages qu'ils reçoivent de manière directe au moyen de la télévision, des journaux, etc. et de manière indirecte par le biais des réseaux sociaux familiaux, des camarades de travail, des amis, autrement dit, des « leaders d'opinion », ces experts de sociabilité dispersés à tous les niveaux de la société qui comptent parmi les mieux informés et les plus exposés aux médias.

Dire que les Américains subissent, isolément, le « matraquage des messages » (Katz, 1973) provenant des médias tout puissants et manipulateurs, c'est oublier qu'il existe, selon le modèle de l'école de Michigan, des facteurs à long terme tels que l'affiliation partisane, les caractéristiques propres aux électeurs et l'orientation idéologique expliquant les décisions de vote des électeurs américains et réduisant de ce fait même l'influence des communications politiques de Bush sur ces derniers.

L'attachement durable envers un parti politique, le Parti démocrate ou le Parti républicain, susceptible de représenter les intérêts et les valeurs des citoyens américains constitue toujours un facteur clé influençant le comportement des électeurs et empêchant ces derniers d'être manipulés par toute communication politique diffusée dans les médias. Cela nous amène à stipuler que le discours du 17 mars 2003 émis par Bush afin de justifier l'invasion d'Irak n'a pas été efficace auprès de ceux qui s'identifient au Parti démocrate.

L'influence de cette communication politique est d'autant plus faible en raison du fait que les Américains sont plus portés à voter en fonction de leurs caractéristiques sociodémographiques comme l'âge, le genre, la race, la pratique religieuse et des attributs socioéconomiques tels que le revenu, la profession, la scolarité. Selon Nadeau et Bélanger, les femmes, les jeunes, les Afro-Américains, les hispanophones, les syndiqués, les électeurs plus éduqués mais moins aisés et les non-pratiquants sont plus enclins à attribuer leur vote au Parti démocrate alors que les hommes, les personnes plus âgées, les Blancs, ceux qui sont aisés et les pratiquants ont plus tendance à soutenir le Parti républicain (Nadeau et Bélanger, 1987, p. 241).

L'orientation idéologique des électeurs des deux grands partis politiques aux États-Unis constitue également un facteur primordial qui nous permet de comprendre le choix électoral des Américains ainsi que les limites des communications politiques de Bush et, plus particulièrement, l'allocution du 17 mars 2003. Il existe, comme le soutiennent les auteurs, trois aspects définissant l'opposition ou l'affrontement entre les libéraux et les

conservateurs aux États-Unis : la lutte entre le libéralisme économique et l'intervention de l'État, l'opposition sur les questions raciales et le conflit sur les questions morales telles que l'avortement et l'homosexualité.

Il est clair que la préoccupation de Bush de la politique étrangère qui s'est faite au détriment de la politique intérieure a suscité un certain mécontentement à son égard de la part de ceux qui soutiennent l'intervention de l'État pour l'amélioration des conditions de vie des pauvres citoyens américains. Il n'a pris aucune disposition pour remédier aux problèmes intérieurs tels que la pauvreté. Selon Guy Lachapelle et Sarah Veilleux Poulin, le nombre d'individus se trouvant dans des conditions de vie difficiles a connu, après l'élection de Bush en 2001, une certaine augmentation avant de se fixer ou de se stabiliser autour de 37 millions de personnes représentant 12,6 % de la population américaine (Guy Lachapelle et Sarah Veilleux Poulin, 1987, p. 383).

Concernant le conflit sur les questions raciales, souvenons-nous qu'il y eut aux États-Unis une guerre civile, la guerre de sécession (1861-1865) qui opposa les États du Sud favorables à l'institution de l'esclavage et les États du Nord qui condamnent cette institution inhumaine et immorale. Parce que le Parti républicain a libéré les esclaves, les Noirs vont le soutenir à très grande majorité pour un siècle. Les Blancs du Sud, quant à eux, vont voter par les démocrates à cause du ressentiment envers les républicains qui dominent la vie politique américaine jusqu'en 1932 avec l'élection de Franklin D. Roosevelt, le trente-deuxième président des États-Unis. Ce n'est qu'autour des années 1950-1960 que le soutien électoral aux deux grands partis politiques change. Les Blancs

du Sud vont se rebeller contre les réformes mises de l'avant par Lyndon B. Johnson, le trente-sixième président des États-Unis, qui voulait protéger les droits des Noirs et cela amène ces derniers à soutenir les républicains et les Noirs, les démocrates. Les questions raciales constituent donc une « ligne de démarcation partisane » aux États-Unis (Nadeau et Bélanger, 1987, p. 254).

En ce qui a trait à l'affrontement sur les questions morales entre les positions libérales et conservatrices, il n'y a aucun doute que les adeptes du conservatisme social aux États-Unis qui désapprouvent fortement l'avortement et le mariage gai qui transgresse la compréhension ou la conception traditionnelle de la famille, du mariage hétérosexuel sacré assurant l'ordre établi et préexistant dans la société conforme aux valeurs chrétiennes appuient Bush dans son rejet de ces pratiques jugées comme étant déplorables. Or, il est certain que cela n'est pas le cas pour les électeurs américains qui adhèrent à des positions plus progressistes.

De même, ajoutons aussi que, comme le fait remarquer Farber, si la remise en question ou la dénonciation publique des droits civiques ou de l'égalité des opportunités aux femmes et aux Afro-américains par un adepte ou un partisan du Parti républicain n'est plus possible, de nos jours, des citoyens américains attirés par « l'instauration » d'une société inégalitaire qui assigne à chacun son rôle, une position politique fortement rejetée par les citoyens américains qui épousent des positions libérales, sont portés à attribuer leur vote à ce parti (Farber, 2014, p. 134).

Selon nous, c'est probablement le contexte de la campagne électorale de 2004, toujours marqué par le souvenir traumatisant des attaques terroristes de 2001 et la nécessité d'entreprendre des stratégies visant à renforcer la sécurité nationale, qui constitue le facteur de court terme, soutenu par l'école de Michigan, ayant le plus affecté le résultat de l'élection de Bush pour un deuxième mandat en 2004 (de même que 55 % des indépendants ont été portés à appuyer Obama, quatre ans plus tard, en raison du contexte de crise économique dans lequel se déroulaient les élections présidentielles de 2008 plus propices au Parti démocrate (Nadeau et Bélanger, 1987, p. 250)).

Conclusion

Pour conclure, dans ce texte, nous nous sommes intéressées aux stratégies discursives conçues par Bush et son administration républicaine, à la suite des attaques terroristes ayant ciblé les États-Unis le 11 septembre 2001, en vue de légitimer une politique étrangère interventionniste axée sur l'action préventive et la transformation des régimes hostiles aux normes et aux valeurs démocratiques américaines par le biais de l'augmentation des dépenses militaires. Nous avons soutenu que le chef d'État américain, à travers les discours qu'il adresse aux citoyens américains, s'est appuyé sur un langage qui, s'il puise et s'enracine fortement dans la religion en étant marqué par une vision manichéenne du monde, réfère à un Dieu abstrait valant pour toutes les religions. Cela nous laisse présumer que ses convictions religieuses qui lui apportent le soutien et l'appui des adeptes du conservatisme social aux États-Unis n'ont pas influencé sa décision de privilégier un interventionnisme actif sur la scène internationale qui rompt avec la politique étrangère isolationniste qu'il a poursuivie durant le début de son premier mandat – ou du moins leurs effets nous paraissent limités et incertains.

Le président visait, par les communications politiques qu'il énonça à la nation américaine, désemparée par les offenses subies, à renforcer la cohésion nationale, à souder l'unité nationale par le recours aux principes, aux idées américaines qui s'ancrent dans la croyance en l'exceptionnalisme américain en piochant dans les mythes populaires, à l'exemple du mythe de la « destinée manifeste » ou du mythe du « self-made-man » qui font exister la nation dans l'imaginaire collectif en stimulant le nationalisme américain. Perçu comme un « nationaliste agressif », un « jacksonien »

animé par un désir de punir les affronts subis par le recours à la force militaire en vue de défendre la sécurité nationale et l'hégémonie américaine face aux « ennemis de la liberté », au « mal » incarné par les islamistes terroristes, Bush parvient à mobiliser l'opinion publique en bénéficiant de son appui inconditionnel qui lui permet de justifier la guerre d'Afghanistan, une unanimité bipartisane qui sera toutefois disloquée due à la controverse suscitée par la guerre d'Irak en 2003 qui remet en question la crédibilité du président américain. Cela nous amène à stipuler que, si les stratégies discursives utilisées par ce dernier sont bien conçues, elles ne lui ont pas pour autant permis de se rapprocher de tous les citoyens américains dont le choix électoral repose sur les facteurs de long terme défendus par l'école de Michigan qui leur attribuent une certaine capacité de résistance face aux messages persuasifs diffusés par le biais des médias.

En ce sens, la militarisation de la lutte antiterroriste qui échappe au contrôle du Congrès en posant des difficultés à la démocratie américaine mine l'autorité morale des États-Unis due aux nombreuses violations des droits humains accomplies par les autorités américaines qui recourent à des pratiques illégitimes et extrajudiciaires atroces, à l'instar du traitement des prisonniers de Guantanamo et d'Abou Ghraïb. L'entreprise des actions militaires contre le régime irakien de Saddam Hussein basée sur la croyance erronée de la détention par le régime d'armes de destruction massive qui transgresse la souveraineté étatique de ce pays attise une forte haine à l'égard des États-Unis et les valeurs démocratiques qu'ils tentent de promouvoir, une méfiance susceptible d'entraver les tentatives entreprises en vue de démocratiser le Moyen-Orient en suscitant un cycle vicieux de violences terroristes sans fin.

Tout cela pose certainement des questionnements quant au bien-fondé de la poursuite d'une politique unilatérale par les États-Unis dans la guerre entreprise contre le terrorisme qui ne contribue qu'à accentuer, qu'à accroître la menace terroriste, comme le prouve l'expansion territoriale de l'organisation terroriste de l'État islamique en Irak et au Levant, au lieu de l'éradiquer. Celle-ci s'avère tout simplement contreproductive puisqu'elle ne fait que ternir, assombrir le pouvoir d'attraction de cette superpuissance, une influence qui ne peut s'exercer en l'absence d'un engagement international. Le terrorisme est, après tout, un danger qui guette non seulement les États-Unis mais toute la communauté internationale nécessitant, par conséquent, des actions multilatérales.

Bibliographie

Al Jiboury, Alia. 2006, Les États-Unis et la « guerre contre le terrorisme » au Moyen-Orient. Le concept et ses débouchés au Moyen-Orient, en ligne : http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-533_fr.html

Anderson, Benedict. 1996, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, p. 212.

Arnal, Sonia. 2004, À quell Dieu George W. Bush se voue-t-il?, *Allez savoir! Le magazine de l'Université de Lausanne*, 17 p.

Balthazar, Louis. 1987, *La culture politique*, dans *Le système politique américain*, sous la direction de Michel Fortmann et Pierre Martin, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 13-34.

Balthazar, Louis. 2008, *Le cadre culturel : le style national*, dans *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, sous la direction de Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse, Paris : SciencePo., p. 54-93.

Belletante, Joseph. 2010, Récit et légitimation : les États-Unis en guerre contre le terrorisme (2001-2004), *Études en communication*, volume 34, p. 1-12.

Boismenu, Gérard. 2009, *Le conservatisme : une valeur transcontinentale?*, dans *Le conservatisme. Le Canada et le Québec*, sous la direction de Linda Cardinal et Jean-Michel Lacroix, Les Presses de la Sorbonne, Paris, p. 99-115.

Brown, Wendy. 2007, *Le cauchemar américain : Néolibéralisme, néo-conservatisme et dé-démocratisation*, dans *Les habits neufs de la politique mondiale : Néolibéralisme et néo-conservatisme*, Paris : Les Prairies ordinaires, p. 91-137.

Chaliand, Gérard. 2002, *L'arme du terrorisme*, Éditions Louis Audibert, 156 p.

Croisier, Catherine. 2005. La doctrine de Bush de remodelage du Grand Moyen-Orient, *La Revue géopolitique*, en ligne : <https://www.diploweb.com/forum/croisier1.htm>

Epright, Charles T. 1997, "Counterterrorism" and conventional military force: The relationship between political effect and utility, *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 20, n° 4, p. 333-344.

Étienne, Bruno. 1987, *L'islamisme radical*, Hachette, 382 p.

Farber, David. 2014, Le conservatisme américain : un processus politique à la recherche d'une idéologie, *revue CAIRN*, p. 111-137.

Gidengil, Elisabeth. 2012, *The Diversity of the Canadian Political Marketplace*, p. 39-56.

Grondin, David. 2008, *Le cadre théorique : Les approches académiques*, dans *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, sous la direction de Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse, Paris : SciencePo., p. 134-188.

Haarscher, Guy. 2002, *Les démocraties survivront-elles au terrorisme?*, Éditions Labor, 90 p.

Hatto, Ronald. 1987, *La politique étrangère*, dans *Le système politique américain*, sous la direction de Michel Fortmann et Pierre Martin, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 415-438.

Johnson, Matthew. 2006, The Growing Relevance of Special Operations Forces in U.S. Military Strategy, *Comparative Strategy*, volume 25, n^o 4, p. 273-296.

Kagan, Robert et Kristol, William. 2000, *Present Dangers : Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, San Francisco : Encounter Books, 401 p.

Katz, Elihu. 1973, *Les deux étages de la communication*, Librairie Larousse, 586 p.

Kepel, Gilles. 2005, *Al-Qaïda dans le texte*, Presses universitaires de France, 440 p.

Kirk, Russel. 1953, *The conservatism of mind*, Henry Regnry Compagny, 448 p.

Kohut, Andrew et Stokes, Bruce. 2006, The Problem of American Exceptionalism, *Pew Research Center*, en ligne : <http://www.pewresearch.org/2006/05/09/the-problem-of-american-exceptionalism>

Kurtulus, Ersun N. 2012, The New Counterterrorism: Contemporary Counterterrorism Trends in the United States and Israel, *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 35, n^o 1, p. 37-58.

Lachapelle, Guy et Veilleux-Poulin, Sarah. 1987, *La politique sociale et le système de santé*, dans *Le système politique américain*, sous la direction de Michel Fortmann et Pierre Martin, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 415-438.

Lacorne, Denis. 1998, La Révolution américaine et les infortunes de la vertu, *Revue française de science politique*, volume 38, p. 869-886.

Legaré-Tremblay, Jean-Frédéric. 2005, *L'idéologie néoconservatrice et la politique étrangère américaine sous George W. Bush*, Études Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, 36 p.

Lemieux, Miguel. 2010. *De la norme à l'insulte : la transformation du concept de libéralisme aux États-Unis depuis 1964*, mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique à l'Université du Québec à Montréal.

- Lippmann, Walter. 1925, *Le public fantôme*, Mcmillan & Co, p. 13-39.
- Macleod, Masson et Morin. 2004, Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales, *Études internationales*, volume 35, p. 7-24.
- Martin, Daniel. 2007, Le terrorisme islamiste : idéologie, exigences, attentats, en ligne : http://www.danielmartin.eu/Religion/Terrorisme-islamiste.htm#_Toc177265877
- Meyer, Joel T. 2007, Supervising The Pentagon : Covert Action and Traditional Military Activities in the War on Terror, *Administrative Law Review*, volume 59, n^o 2, p. 463-478.
- Milbank, Dana et Weisman, Jonathan. 2004, Conservatives Restive About Bush Policies : Fresh Initiatives Sought on Iraq, Domestic Issues, *The Washington Post*, en ligne : <http://www.discovery.org/a/2036>
- Mohamed Warda. 2014, Le Coran, le capitalisme et les musulmans contre les préjugés sur les sociétés musulmanes, *Orient XXI*.
- Nadeau, Richard et Bélanger, Éric. 1987, *La dynamique électorale*, dans *Le système politique américain*, sous la direction de Michel Fortmann et Pierre Martin, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 229-265.
- Richet, Isabelle. 1999, La "destinée manifeste": construction idéologique du nationalisme messianique américain, *Études anglaises*, p. 485-497.
- Richet, Isabelle. 2001, *La religion aux États-Unis*, Presses universitaires de France, 127 p.
- Saint-Bonnet, François. 2015, L'idéologie djihadiste et la modernité, en ligne : <http://www.laviedesidees.fr/L-ideologie-djihadiste-et-la-modernite.html>
- Saurette, Paul. 2006, You Dissin Me? Humiliation and Post 9/11 Global Politics, *Review of International Studies*, volume 32, p. 495-522.
- Tarif, Mathilde. 2016, La militarisation de la lutte antiterroriste aux États-Unis, *Hestia Expertise : Global Studies/ Intelligence Studies*, en ligne : <http://hestia.hypotheses.org/757>
- Têtu, Pierre-Louis. 2015, Violence internationale et terrorisme : Facteurs géopolitiques de tension dans un contexte d'éveil politique global, *Conseil québécois d'études géopolitiques*, en ligne : <https://cqegehiulaval.com/violence-internationale-et-terrorisme-facteurs-geopolitiques-de-tension-das-un-contexte-deveil-politique-global>
- Turbide, Vincent et Laforest. 2008, Les X à Québec: la construction discursive d'un groupe exclusive, *Recherches sociographiques*, volume 49, p. 87-112.

Vaïsse, Justin. 2008, *Le rôle de l'opinion publique*, dans *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, sous la direction de Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse, Paris : SciencePo., p. 395-442.

Vandal, Gilles. 2012, *L'exceptionnalisme comme fondement moral de la politique étrangère*, dans *Théories de la politique étrangère américaine*, sous la direction de Charles-Philippe David, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 67-116.

<http://mobile.wnd.com/2007/10/43906> [Extrait d'un entretien effectué par Al Arabiya avec George W. Bush]